

# LUTTES CONCRETES, POLITIQUE DE RELANCE, INTERVENTION DANS LES GESTIONS

**L**A politique économique et sociale du gouvernement de gauche rencontre en ce moment, comme l'a montré l'introduction, de graves difficultés, et elle développe de sérieuses contradictions sous la pression et les attaques du capital et de la droite, à l'intérieur du pays et à l'extérieur.

Face à cela, nous disons, à juste titre : il s'agit d'exercer une contre-pression ; mieux : l'issue à la crise qui s'approfondit encore dépend de l'intervention des travailleurs, de l'intervention populaire. Mais aussi, on peut nous objecter, **comment faire ?** Ce qui peut vouloir dire :

❶ que peut-on chercher à faire précisément alors que la politique économique et les contraintes nationales et internationales paraissent si rigides, si compliquées et si lointaines ?

❷ comment relier les luttes concrètes dans les entreprises et les localités pour des résultats partiels immédiats, pour des propositions industrielles concrètes, à la lutte d'ensemble pour l'emploi, la bataille du financement, le renouveau économique et social de la France ?

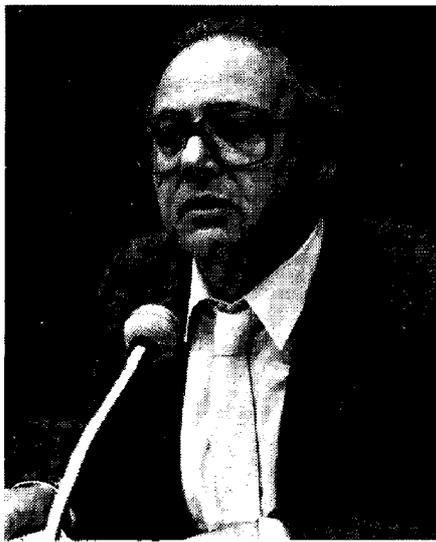
❸ les pouvoirs réels des travailleurs peuvent-ils faire le poids face à ceux des capitalistes, des patrons, des P.-D.G. des multinationales, des banques, de l'appareil de l'Etat ?

Il est de notre responsabilité de communiste aujourd'hui de faire de grands efforts pour contribuer à répondre en faisant des propositions précises, constructives, à ces interrogations, à ces difficultés pratiques, à ces obstacles subjectifs qui pèsent très fort sur les consciences, sur le rassemblement des forces populaires, sur l'action.

Je veux ici seulement suggérer quelques indications sur ces trois ensembles de questions sur lesquelles nous devons tous travailler et auxquelles il n'est pas facile de répondre et encore moins dans le temps qui m'est imparti.

## **QUE CHERCHER A FAIRE AVANCER ET A FAIRE RECULER DANS LA POLITIQUE ECONOMIQUE ?**

On a parlé de trois fronts : celui du déficit du



**Paul BOCCARA**

commerce extérieur ; celui de l'inflation ; celui du chômage.

Mais l'ennemi n'est pas du tout évident sur ces fronts. On peut même frapper dans le brouillard contre ses propres troupes.

On dit aussi, il faut développer une politique industrielle dynamique, on l'a encore dit aujourd'hui, mais il ne s'agit pas seulement de favoriser le financement des entreprises industrielles ni de faire des propositions essentiellement technologiques où d'ailleurs on n'ose pas toujours partir des hommes, c'est-à-dire de leurs propositions, de leur emploi, de

leur formation, de leur consommation. Il faut s'attaquer, entreprise par entreprise, aux gâchis des moyens matériels, des hommes, aux critères du financement qui sont le saint des saints, le plus possible. En effet, malgré les efforts de la politique nouvelle, les atouts qu'elle s'est donnés, les nationalisations, les nouveaux droits des travailleurs, sur cette politique pèsent très lourdement les comportements des gestionnaires des entreprises privées, publiques, et le poids persistant que nous ne combattons pas assez des dogmes de droite au fond desquels on retrouve toujours en dernière analyse que pour élever l'efficacité il faut faire moins pour les salariés et plus pour les capitaux.

**UN PREMIER DOGME** concerne les relations extérieures, celles-ci se rapportent d'ailleurs non pas seulement au commerce extérieur comme on le dit trop souvent après le Président de la République mais à l'ensemble de la balance des paiements.

On croit — c'est le dogme — qu'il faut avant tout et à toute force exporter des marchandises pour améliorer la balance commerciale et exporter des capitaux pour renforcer à cette fin les groupes français au plan international.

Mais c'est cette politique de faveurs et de privilèges systématiques à l'exportation qui, favorisant certains créneaux industriels, affaiblit notre capacité de résister à l'invasion des importations. En outre les crédits à l'exportation, on ne le dit pas assez, sont des sorties de capitaux qui affectent négativement notre balance des

paiements même s'ils visent une rentabilité financière. De plus les exportations directes des capitaux pour développer les groupes multinationaux, privés et publics, se font contre l'emploi et la production en France. Elles contribuent à détériorer la balance commerciale, la balance des capitaux tout en aggravant l'endettement formidable des pays en voie de développement.

On développe ainsi un cercle vicieux : les déficits de la balance des paiements poussent à la spéculation contre le franc, puis à sa dévaluation, ce qui accroît encore le prix des importations, le poids de ces importations sur le coût de nos productions. Ce qui renforce encore les efforts pour l'exportation à tout prix de marchandises à crédit et pour les exportations de capitaux, ainsi que les accumulations proprement financières, ce qui tend encore à détériorer la balance des paiements et ainsi de suite, avec la croissance de notre dette extérieure qui enflé corrélativement.

En réalité, il faut non seulement faire reculer massivement les importations de marchandises, ce qui commence à être compris par les travailleurs, mais encore les exportations de capitaux et aussi ne pas pousser les exportations de marchandises à tout prix avec des crédits sans fin, accablant de dettes les pays en voie de développement sans les aider à développer suffisamment leur production. Il convient au contraire de :

- faire progresser contre les excès d'importations la coopération entre entreprises françaises ;
- agir pour des coopérations de développement équilibrées au plan international avec les pays développés qui nous dominent de plus en plus, notamment dans la C.E.E. ;
- coopérer de façon nouvelle avec les pays en voie de développement surendettés que nous devons aider à progresser pour améliorer nos relations au lieu de chercher à les dominer ;
- renforcer nos relations économiques avec les pays socialistes qui offrent des possibilités très intéressantes.

Il s'agit, ce faisant, de rechercher :

- des accords contre la domination des monopoles multinationaux et contre la domination du dollar ;
- des accords entre Etats garantissant des prix rémunérateurs et des coproductions pour une coopération équilibrée durable ;
- de nouveaux financements publics internationaux émancipés de la domination des grandes banques privées et utilisant d'autres monnaies de référence que le dollar comme l'écu européen et d'autres paniers de monnaies.

**UN DEUXIEME DOGME**, sur le front de l'inflation et aussi du chômage, consiste à croire qu'il faut limiter le plus possible les charges sociales et les salaires et qu'il faut surtout aider financièrement les profits et l'accumulation du capital au nom de l'investissement productif.

Quand on dit investissement productif, nous-mêmes ne voyons pas toujours que cela veut dire le plus souvent : aider les capitaux. En réalité, on peut développer un autre cercle vicieux : on peut financer le gâchis des profits, les gâchis des capitaux, des accumulations proprement finan-



cières pesant sur les prix. Et on tend à réduire les débouchés, en faisant pression sur les salaires et les dépenses sociales. Sur cette base, on pousse encore à réduire la production réelle, l'investissement productif réel et efficace, au détriment de la lutte prétendue contre l'inflation et pour l'emploi. On développe ainsi la croissance des déficits publics et sociaux, en raison des aides publiques accrues et gâchées et des prélèvements publics sur une production réelle et un emploi réduits, déficits qui n'empêchent pas la croissance du chômage.

Il faut faire reculer au contraire les prélèvements des profits non réinvestis sur les entreprises, les prélèvements des prix de cession excessifs, les accumulations financières. Il convient de partir des hommes pour faire des productions efficaces et non des investissements. Je ne dis pas : ne pas faire d'investissements mais partir des hommes. L'emploi ne doit plus être un sous-produit, mais des investissements réels et économes constituent un accompagnement de l'emploi.

Financer directement l'emploi efficace avec la formation, la recherche, les investissements en fonction de cet emploi, en luttant pour les économies technologiques et financières des capitaux.

Décortiquer la formation des prix des productions prévues. S'efforcer de concerter les programmes des différentes entreprises, au niveau de la recherche, de la formation, des débouchés réciproques. Tout cela pour développer non seulement l'emploi et de meilleures conditions pour les travailleurs, mais aussi avec le pouvoir →

d'achat lié à ces emplois efficaces des débouchés réels et durables.

**UN TROISIEME DOGME**, est celui du partage du travail et du salaire. On fait comme s'il y avait une quantité fatale déterminée d'emploi et de salaires sans pouvoir toucher aux profits, à leurs gâchis, aux gâchis des capitaux et sans pouvoir accroître l'emploi. Ce qui n'est pas du tout la même chose qu'une réduction du travail qui irait de pair avec le développement des travailleurs, favorisant le progrès de la productivité du travail total passé et vivant.

Le partage des salaires fait pression sur le pouvoir d'achat et aggrave l'exploitation. Cela renforce l'insuffisance des débouchés et les gâchis des capitaux au détriment d'une croissance riche en emploi. Cela accroît la quantité de profits qui ne trouvent pas à s'accumuler productivement, ce qui pousse encore à l'aggravation du chômage. Au contraire, il faudrait avec la réduction du temps de travail sans réduction de salaire, pouvoir améliorer les conditions de travail, accroître aussi le temps de congé pour formation des travailleurs, pour augmenter à la fois la productivité et les débouchés et donc l'emploi.

Le crédit devrait favoriser ces opérations de réduction du temps de travail assorties de l'amélioration de la productivité, de la formation, de la qualification, des débouchés, en liaison avec l'utilisation hardie des nouvelles technologies pour de nouvelles productions.

### **CONVERGENCE DES LUTTES CONCRETES PARTIELLES ET INDICATEURS DE GESTION**

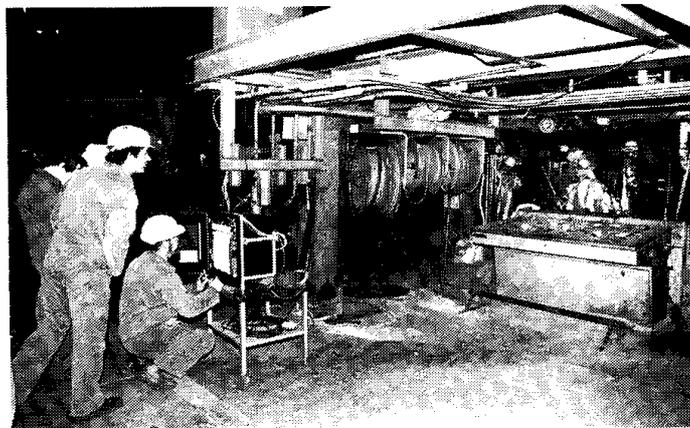
Peut-on aider les luttes partielles dans les entreprises — pour des résultats concrets immédiats — à converger pour contribuer à une cohérence économique et sociale nouvelle, à une politique de relance et d'emploi réussie ? C'est ici que la liaison des différentes luttes concrètes pour améliorer l'emploi et la situation des travailleurs et pour des propositions de productions efficaces doit se faire.

Elle peut se faire par la mise en cause des critères de rentabilité financière visant à faire plus de profit et de capital en monnaie, et par l'utilisation de nouveaux critères de gestion. Ces critères nouveaux que nous sommes en train de développer tendent à :

- produire plus de valeur ajoutée (richesse nouvelle produite) en réduisant le capital matériel et financier utilisé pour cette production ;
- élever sur cette base la valeur ajoutée **disponible** pour les travailleurs et la société (salaires et prélèvements publics), car on aurait moins besoin de profit pour accumuler du capital ;
- élever la valeur ajoutée **disponible supplémentaire** (au-delà des taux de salaire et de prélèvements sociaux en vigueur).

Tout cela permettrait en effet de mettre en cause les gâchis du capital contre les travailleurs pour une autre efficacité technique et financière de la gestion, reliée intimement au développement hardi des nouvelles technologies et aux revendications des travailleurs.

En outre et j'insiste là-dessus, pour faire cette liaison, ces nouveaux critères de gestion, concernant les rapports entre valeur ajoutée et capital et donc l'utilisation de la valeur ajoutée, doivent pouvoir aujourd'hui être démultipliés en de nombreux indicateurs concrets. Ces indicateurs permettraient de faire la liaison entre critères de gestion synthétiques, et objectifs concrets des luttes partielles et des programmes industriels.



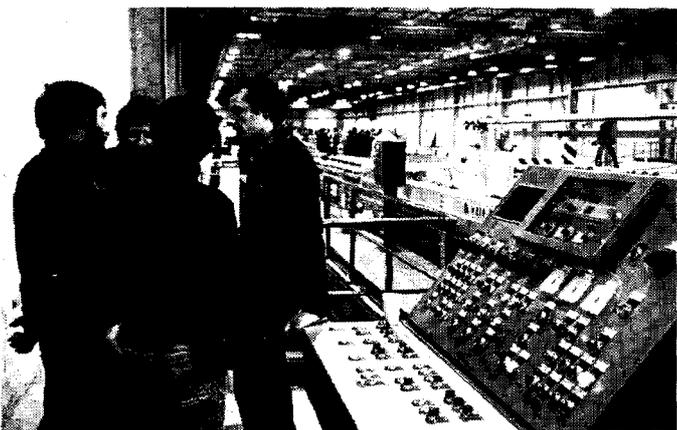
Ils permettraient la liaison entre efficacité d'une gestion nouvelle et la nouvelle politique économique. Ces indicateurs peuvent concerner par exemple (je ne donne que quelques exemples, car toute une effervescence créatrice devrait se développer pour inventer de nouveaux indicateurs) : le pourcentage des dépenses de formation de l'entreprise, son rapport à la valeur ajoutée, le pourcentage des dépenses de recherche et de développement, les effets en emplois du crédit, des aides publiques financières, la croissance de la qualification de l'effectif employé, le pourcentage des dépenses financières, le pourcentage des dépenses en capital matériel dans le prix des produits, le pourcentage des capacités matérielles et financières inutilisées, le poids des dépenses financières sur le déficit apparent éventuellement affiché par l'entreprise, la part des consommations intermédiaires et des capitaux fixes impor-

tés, le rapport de ces capitaux fixes et de ces consommations matérielles intermédiaires importées à la valeur ajoutée produite dans l'entreprise, la balance des paiements de l'entreprise avec l'étranger, de telle ou telle subdivision de l'entreprise, etc.

Formaliser des revendications et des objectifs par des indicateurs simples, concrets, ce n'est pas compliquer à plaisir pour faire technique. C'est organiser ces revendications et ces objectifs pour les relier à certaines variables stratégiques. C'est favoriser l'addition et la convergence des objectifs entre eux. Les travailleurs savent bien l'importance de l'organisation dans leurs luttes. Ils peuvent donc comprendre l'importance des indicateurs et de leur formalisation.

### **DEVELOPPER LES POUVOIRS DES TRAVAILLEURS PAR LA CONCERTATION ENTRE EUX**

La liaison entre objectifs concrets, indicateurs et critères de gestion peut s'appuyer sur les droits nouveaux des travailleurs utilisés au maxi-



mum contre les obstacles et la récupération des patrons.

Au niveau des comités d'entreprises, la nouvelle **commission économique** des C.E. a des pouvoirs étendus concernant les documents comptables, notamment chaque fois qu'il y a un problème d'emploi. Mais on ne peut traiter correctement un problème d'emploi sans aller jusqu'aux questions d'investissement et de financement. Et si on a des difficultés à répliquer à une réponse du patron, il faut le harceler de questions. Si on ne peut pas chiffrer, on peut dire à la direction : c'est à vous de chiffrer avec nous ce que nous proposons. C'est une lutte.

Au niveau des **groupes d'expression** sur le travail sans se laisser intimider par les pressions patronales, il s'agit de relier les problèmes du travail à l'ensemble, investissement, financement, avec d'ailleurs la mise en cohérence des propositions des groupes d'expression, notamment dans les C.E., de l'entreprise et des groupes industriels.

Au niveau des **négociations annuelles** obligatoires, traiter de la même façon les questions du salaire et du travail.

Au niveau des **Conseils d'administration** démocratisés des entreprises nationalisées, les représentants des travailleurs qui vont avoir accès notamment aux plans de financement peuvent avoir une action très importante.

En outre et j'insiste là-dessus, il s'agit de développer la concertation non seulement à l'intérieur de l'entreprise entre les diverses propositions, mais entre les C.E. des différentes entreprises dans les branches, les filières de production, les régions, la planification régionale et nationale et aussi la concertation avec des activités hors de l'entreprise : formation, recherche. Cette concertation systématique inter-entreprises est très importante. Elle peut se relier à l'intervention des élus régionaux dont on ignore souvent que les nouveaux droits de la décentralisation ont beaucoup augmenté les pouvoirs concernant le crédit. Tout cela peut donner une grande force aux propositions des travailleurs et les mobiliser davantage aussi, face aux instances du crédit, pour des opérations conjuguées d'emploi, de formation, de recherche technologique, pour organiser les coopérations et les débouchés, pour intervenir dans les chaînes nationales et internationales de formation des prix. Ainsi les indicateurs et les critères de gestion nouveaux pourraient être utilisés afin d'élaborer et d'évaluer des programmes communs inter-entreprises, intra-régionaux, internationaux.

Je termine en rappelant que dans un sondage de l'I.F.R.E.S. publié ces jours-ci par le « *Nouvel Economiste* » à une question sur la lutte des classes, 67 % des ouvriers et 54 % des Français considèrent que la lutte des classes constitue l'élément dominant de la vie sociale en France. C'est une chose importante. On l'a déjà citée. Mais ce que l'on n'a pas encore cité, c'est une question piégée de ce sondage : « Pensez-vous qu'il est ou non dans le rôle des syndicats de faire passer la réussite de la politique économique avant la défense des revendications salariales ? » Evidemment 42 % des sondés et 56 % des ouvriers, disent les revendications salariales passent avant la réussite de la politique économique.

Mais on ne doit pas, comme nous l'avons vu opposer la réussite de la politique économique nouvelle aux revendications des salariés, bien au contraire. Nous ne disons pas que tout est possible au niveau des revendications des salariés. Cependant les luttes pour toutes les revendications et pour la relance économique tendent à aller dans le même sens, contre les gâchis des capitaux et des hommes. Bien sûr, on peut sans doute les faire converger et les articuler de façon plus sûre et plus étroite, si avec un développement pas à pas de nouveaux pouvoirs et d'une culture économique nouvelle des ouvriers et des salariés, dans une sorte de guérilla sur la gestion qui s'élargirait, on s'appuie sur des indicateurs et des critères de gestion stimulant les cohérences d'une efficacité économique nouvelle.

**P. B.**